

N° DP 25/200

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 AU MARCHE 124RL22 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE CLÔTURES, PORTAILS ET CONTRÔLES D'ACCES DE LA METROPOLE TPM - LOT 3 - CONTRÔLE D'ACCES ET PORTIQUES**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'accord-cadre à bons de commande n°124RL22 portant sur des travaux de clôtures, portails et contrôles d'accès de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée attribué à ESPACE CLÔTURE MEDITERRANEE pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour un montant minimum annuel de 50 000.00€ HT, un montant maximum annuel de 500 000 € H.T. notifié le 01/12/2022,

**VU** le projet d'avenant n°1 annexé,

**CONSIDERANT** que les portiques « limiteur de gabarit » ont été accidentés à plusieurs reprises,

**CONSIDERANT** que pour remédier à ces accidents, il convient d'installer des portiques autoroutiers dont la hauteur est plus haute que la hauteur standard,

**CONSIDERANT** que cette prestation n'est pas prévue au B.P.U.F. valant D.E.N.C.,

**CONSIDERANT** que suite à l'apparition de ce besoin, il est nécessaire d'ajouter plusieurs postes de prix au B.P.U.F. valant D.E.N.C.,

**CONSIDERANT** que ces ajouts de prix ne modifient pas les masses minimums de l'accord-cadre et que l'avenant est sans incidence financière,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant 1 au marché 124RL22.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que l'avenant prend effet à compter de la date de sa notification.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal et budgets annexes, exercice 2025 (et suivants).

La présente Décision sera

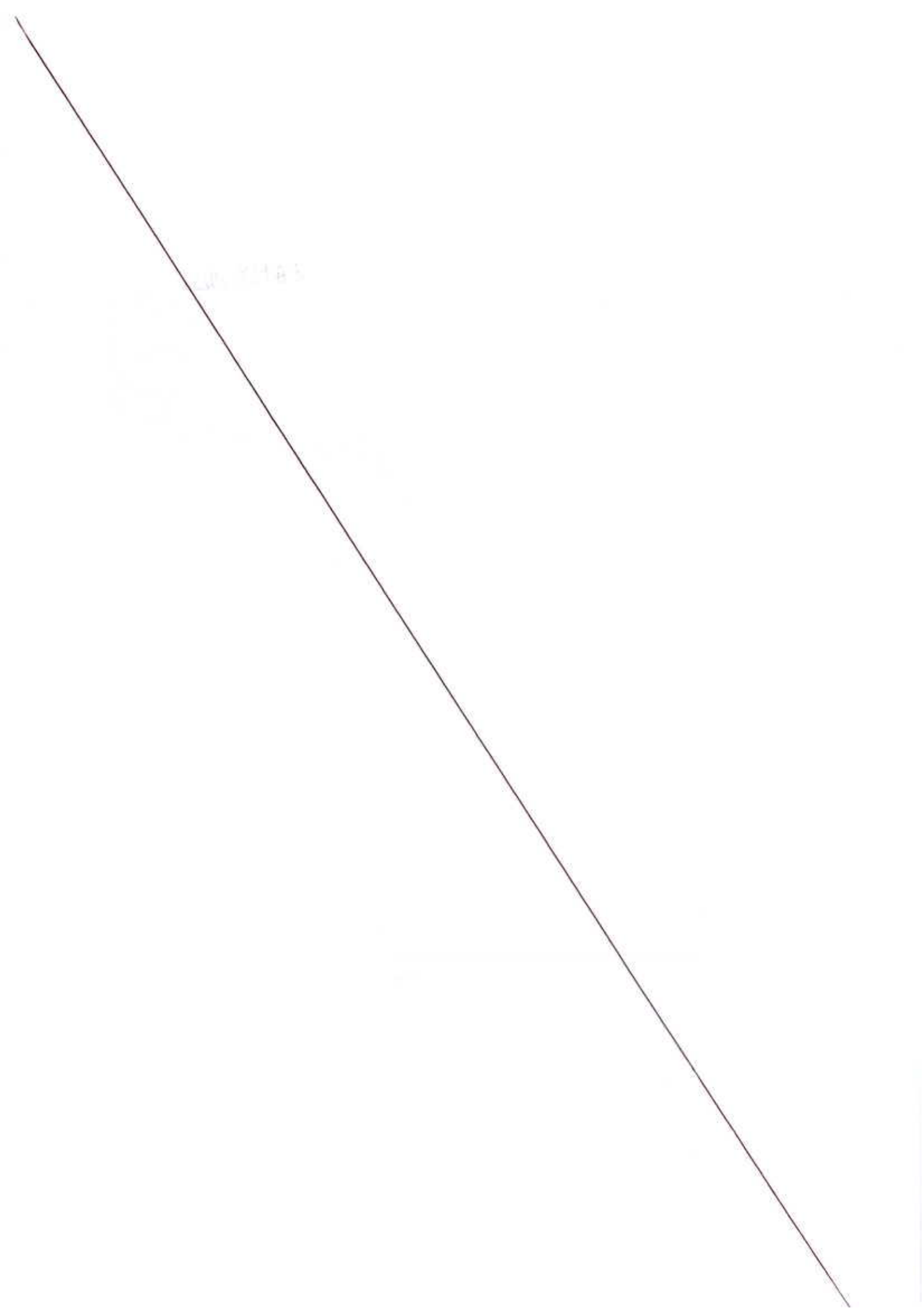
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**MARCHE N°124 RL 22**

**ACBC DE TRAVAUX DE CLOTURES, PORTAILS ET CONTROLES D'ACCES  
POUR LA METROPOLE TPM- LOT 3 Contrôle d'accès et portiques  
AVENANT N°2**

**A - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MARCHE**

<b>Etablissement Public :</b>	Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président en exercice ;
<b>Direction :</b>	DGST- Direction de la proximité
<b>Titulaire initial de l'accord-cadre :</b>	ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE Représentée par Monsieur LOCQUET Philippe
<b>Date de notification :</b>	01/12/2022
<b>Durée de l'accord-cadre :</b>	1 an reconductible 3 fois
<b>Minimum du marché :</b>	50 000 € HT
<b>Maximum du marché :</b>	500 000€ HT
<b>Objet de l'avenant :</b>	Rectification de la formule de révision de prix

**ENTRE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant au nom et pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et

Madame Monsieur LOCQUET Philippe, dirigeant de la société ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE,

**IL A ETE ENTENDU ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**B - OBJET DE L'AVENANT**

**Article 1 : Rectification de l'art 8.2 du CCAP « Modalités de variation des prix »**

L'article 8.2 du C.C.A.P. « Modalités de variation des prix » comporte une erreur empêchant son application. En effet, il est fait référence au mois « n » deux fois de manière différente.

Il convient donc de lire dans sa totalité l'article 8.2 « Modalités de variation des prix » du CCAP comme suit :

**Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.**

Les autres dispositions de l'article 8.2 demeurant inchangées.

**Article 2 : Incidence financière- Correction d'une erreur matérielle**

Le présent avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

**Article 3 : Délais**

Le présent avenant n°2 n'a pas d'incidence sur les délais.

**Article 4 : Application des clauses de l'accord cadre modifié**

Toutes les clauses de l'accord cadre initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant n°1 lesquelles prévalent en cas de différence.

**C – SIGNATURES**

Fait à Toulon, le 07/02/2025..... ,

Pour la Métropole Toulon Provence  
Méditerranée  
Le Directeur général adjoint des services

Claude WEISSE

Pour ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE  
Le Dirigeant,

LOCQUET Philippe

ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE  
101 Chemin des Pionniers  
83130 LA GARDE  
Tél. : 04.84.75.94.16 - Fax : 04.84.75.72.37  
SIRET N° : 790 087 961 0045

# DECISION PRESIDENT

## AVENANT N°2 AU MARCHÉ 124RL22 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX DE CLÔTURES, PORTAILS ET CONTRÔLES D'ACCES DE LA METROPOLE TPM

### LOT 3 – CONTRÔLE D'ACCES ET PORTIQUES AUTORISATION DE SIGNATURE

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'Article R2194-7 du Code de la Commande Publique indiquant que le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit le montant, ne sont pas substantielles,

**VU** l'accord-cadre n°124RL22 notifié à la société ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, notifié le 01 décembre 2022,

**VU** le projet d'avenant n°2 annexé,

**CONSIDERANT** que l'art 8.2 du CCAP comporte une erreur matérielle dans la définition du mois »n » rendant la formule de révision inapplicable

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de modifier l'art 8.2 du CCAP en précisant la définition du mois »n ».

**CONSIDERANT** que cette correction n'a aucun impact financier et sur les délais.

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE SIGNER** l'avenant n°2 à l'accord-cadre 124RL22.





**ESPACE CLÔTURE**  
Méditerranée

A -401 chemin des Plantades - 83130 LA GARDE  
W - www.dirickx-espace-cloture.fr  
T - + 33 4 94759416 F + 33 4 94 75 72 37

**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

107 BOULEVARD HENRI FABRE  
CS30536  
83041 TOULON CEDEX 9  
FRANCE

**DEVIS N° 83021490**

Suivi par : Gregoire PERRETTE  
Mobile : 06 84 75 55 19

Dossier	8300009749 - PORTIQUE PRIX NOUVEAUX	25/09/2023	Page 1
Objet des travaux	PRIX NOUVEAU PORTIQUE		
Lieu d'exécution	TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 107 BOULEVARD HENRI FABRE 83041 TOULON CEDEX !		
Vos coordonnées	Mobile -	Tél dir -	Tél std - 0494938300 Fax - 0494938383

Désignation	U.	Qté	PU HT en Euro	Montant HT en Euro
PN1 - Prix Nouveau 1  Fourniture et pose de portique fixe à déport ; * traverse 4,60m * hauteur sous poutre 3.00m * système de gabarit barre acier plein de 3.00m dia 80mm * portique en ALU  Ce prix valide pour réutilisation du massif existant	U	1,000	22 000,00	22 000,00
PN2 - PRIX NOUVEAU 2  Prix nouveau pour hauteur supplémentaire pour demi-portique fixe limiteur de hauteur au-dela de 3 m de haut par tranche de 50cm, objectif de hauteur sous poutre 4.80m	U	1,000	650,00	650,00
PN3 - PRIX NOUVEAU 3  Démolition de massif béton spéciaux existant	M3	1,000	450,00	450,00
PN4 - PRIX NOUVEAU  Création de massif béton spéciaux pour portique gabarit PN 1 Ce prix comprends la note de calcul justifiant ce massif	M3	1,000	1 350,00	1 350,00
PN5 - PRIX NOUVEAU 5  Plus value pour travaux de nuit 25% du prix de vente si PV >	%			

Page 1

Suite page 2





Numéro Pièce : 83021490

Du : 25/09/2023

Code Dossier : 8300009749

Page : 2

Désignation	U.	Qté	PU HT en Euro	Montant HT en Euro
40 000 Euros				
PN6 - PRIX NOUVEAU 6	%			
Plus value pour travaux de nuit 50% du prix de vente si PV < 40 000 Euros				

**Conditions générales**

L'acceptation du devis, par bon de commande ou tout autre moyen, emportera acceptation des CGV annexées.

Délai de paiement : Paiement à 30 Jours Fin de mois par Virement

**Total HT Brut**

24 450,00

**Conditions particulières**

Sous Réserve de visite du chantier

Délai approvisionnement : environ 4 semaines + délai intervention à définir

Ces prix s'entendent sur un terrain plat, borné, accessible aux engins de chantier et libre d'accès. Débroussaillage, Elagage et Evacuation des végétaux environnants à votre charge.

En cas de pente, pose en redans. Prix ferme .

Devis établi pour une seule et même intervention.

**Total HT**

24 450,00

**TVA 20,00%**

4 890,00

**Total TVA**

4 890,00

**Total TTC**

29 340,00

**Net à payer**

29 340,00 €



## CONDITIONS GENERALES DE VENTE

### ARTICLE 1 – OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les présentes conditions générales de vente (« CGV ») s'appliquent à toute prestation de services et/ou vente de produits réalisées par ESPACE CLOTURE MEDITERRANEE (RCS TARASCON : 790 087 951, siège social – Zone artisanal la Horsière 10 avenue Chantebise, 13870 Rognonas, ci-après dénommé « le Prestataire »). Toute commande vaut acceptation des CGV. Elles prévalent sur tous autres documents. Si pour une raison quelconque, une clause des présentes CGV était déclarée nulle ou caduque, le reste des clauses resterait applicable.

### ARTICLE 2 – INFORMATIONS PRECONTRACTUELLES

Le Client – s'il est consommateur - reconnaît avoir eu connaissance, préalablement à sa commande, des présentes CGV et de toutes informations listées à l'article L. 127-17 du Code de la consommation, notamment les caractéristiques essentielles et les prix des produits ou services qu'il désire commander. Le Client s'engage à fournir tout élément d'information utile afin que le Prestataire puisse remplir son devoir de conseil. Sa responsabilité sur ce terrain pourra être recherchée pour autant que toutes les données nécessaires à l'exécution de la commande lui aient été préalablement fournies.

### ARTICLE 3 – COMMANDES

3.1 – Modalités : Toute commande doit être passée par écrit et ne vaut vente qu'après acceptation expresse par le Prestataire. Le Prestataire se réserve le droit de refuser toute commande pour des motifs légitimes (ex : insolvabilité du Client, etc.). 3.2 – Modification/annulation : Toute demande de modification ou annulation par le Client doit être faite par écrit au plus tard 8 jours calendaires après envoi de la commande au Prestataire qui reste libre d'accepter ou de refuser. En cas d'annulation de la commande acceptée par le Prestataire, tout éventuel acompte versé sera conservé par le Prestataire. Si après la conclusion d'un marché ou d'une commande, le Client souhaite modifier ou annuler sa commande, le Prestataire peut mettre fin au contrat par simple lettre recommandée. Il peut exiger le paiement des produits mis en œuvre et celui des travaux déjà exécutés, en sus d'une indemnité de 15 % du montant du solde non exécuté de la commande.

### ARTICLE 4 – LIVRAISON

4.1 – Délais : Les délais de livraison mentionnés n'ont qu'une valeur indicative et ne constituent pas un élément essentiel du contrat susceptible d'entraîner une résolution du contrat ou le versement de dommages-intérêts. En conséquence, un retard de livraison ne peut jamais donner lieu à des pénalités de retard ni à l'octroi de dommages-intérêts. Toutefois, après injonction vaine faite au Prestataire d'exécuter ses obligations dans un délai raisonnable, le client peut résoudre le contrat par LRAR. 4.2 – Transport de produits (négoce) : Le prix du transport, supporté par le Client, est déterminé selon la zone de livraison et la nature du produit livré. Tout produit livré par un transporteur tiers n'ayant pas fait l'objet de réserves dans les 3 jours de sa livraison suivant les dispositions de l'article L.133-3 du Code de Commerce, sera considéré comme accepté par le Client. 4.3 – Réclamation produit : La réception sans réserve couvre tout vice apparent, tout manquant ou toute non-conformité apparente. Toute réclamation doit être effectuée par écrit au service réclamation du Prestataire dans les 8 jours calendaires de la livraison des produits. A réception, le Prestataire se réserve le droit de procéder à toute constatation et vérification sur place. Tout retour de produit fait l'objet d'un accord écrit formel et préalable du Prestataire, n'impliquant aucune reconnaissance de responsabilité, et devra être effectué selon ses indications. La réclamation ne suspend pas l'obligation de payer les produits à leur échéance. Le Client obtiendra, au choix du Prestataire, soit le remboursement soit le remplacement du produit.

### ARTICLE 5 – RECEPTION DE CHANTIER

Toute contestation intéressant la bonne exécution de la prestation devra faire l'objet d'une ou plusieurs réserves inscrites sur le procès-verbal de réception de l'ouvrage. La réception des ouvrages se fait dans le délai de 10 jours à compter de l'achèvement des travaux.

Sans contestation inscrite sur le procès-verbal de réception, la réception sera réputée acquise sans réserve, avec toutes conséquences de droit.

### ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION D'INSTALLATION

6.1 – Accès au chantier : Les conditions d'accès au chantier du Client doivent être aménagées par ce dernier (accès carrossable pour tout type d'engin) permettant l'acheminement des produits ou matériaux jusqu'à une distance d'au moins dix (10) mètres de la ligne de pose des clôtures ou portails. Le Client s'engage à mettre en place une zone de stockage adaptée pour le déchargement et le stockage des produits. 6.2 – Responsabilité des produits sur chantier : Les produits et matériaux nécessaires à la réalisation du chantier entreposés sur le site du Client pendant le chantier sont sous sa responsabilité lorsque le Prestataire n'est pas sur place. Le Client en assure donc la garde. Il appartient dès lors au Client de prendre toute disposition pour assurer et garantir les produits et l'ouvrage en cours de construction (dégradation, vol, perte, etc.). 6.3 – Nature des sols et canalisation : Pour les prestations de pose, il appartient au Client d'informer le Prestataire – avant la validation de la commande – de toutes les caractéristiques particulières et/ou anormales du site d'installation (nature du sol, zones humides, présence de souche, rocher ou maçonnerie enterrés, présence de haies ou anciennes clôtures, pente, canalisations et conduites souterraines, etc.). Les niveaux et alignements devront également être donnés par le Client avant le début des travaux de façon précise et matérialisés par des bornes, piquets ou jalons. En cas d'omission ou d'information erronée, la responsabilité du Prestataire ne saurait être recherchée.

### ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

7.1 – Tarifs et prix : Le prix de la prestation d'installation avec ou sans fourniture de produits tient compte le cas échéant des conditions particulières accordées au Client, mentionnées dans le devis ou dans l'accusé de réception de commande. 7.2 – Acomptes et délais de paiement : Les acomptes et délais de paiement sont mentionnés sur les devis et factures. En cas de retard de paiement ou de doute fondé quant au recouvrement de la créance, le Prestataire se réserve le droit de demander un paiement comptant ou de réclamer des garanties ou des avances pour les livraisons ou commandes non encore effectuées, et ce sans préjudice des autres dispositions prévues aux CGV. 7.3 – Retard de paiement : Tout retard de paiement à l'échéance entraîne de plein droit, sans mise en demeure préalable, l'application d'une pénalité de retard égale à 5 fois le taux légal en vigueur. De plus, le Client sera redevable d'une indemnité de recouvrement de 40 €. Tout recouvrement de créance entraînera, de plein droit, une majoration de 15% de ladite créance. Le défaut de paiement d'une facture à son échéance rend exigible immédiatement les échéances plus éloignées du compte client et autorise le Prestataire à refuser toute commande et à suspendre toutes les livraisons en cours et/ou à venir.

### ARTICLE 8 – RESPONSABILITES - GARANTIES

8.1 – Responsabilités : La responsabilité du Prestataire est limitée aux seuls dommages prévisibles et directs subis par le Client (à l'exclusion des pertes d'exploitation, de chances, le manque à gagner, les préjudices dits « par ricochet » etc.), dans le plafond du montant du prix de la commande définitivement encaissé par le Prestataire, au jour où sa responsabilité est recherchée. Le Client ne pourra à aucun moment solliciter le recours à un tiers pour l'exécution des obligations du Prestataire ou une réduction de prix, en dérogation aux articles 1222 et 1223 du Code civil.

Le Prestataire transmettra au Client les notices, plans et renseignements relatifs aux caractéristiques et à l'utilisation des produits mais sera dégagé de toute responsabilité en cas de non-respect de ces préconisations par le Client. Le Client est seul responsable de l'obtention des autorisations utiles (permis de construire, accord de la copropriété, etc.). La non-obtention ne peut constituer un motif valable d'annulation de la commande.

8.2 – Garantie légale de conformité et vices cachés : Les produits fournis bénéficient de plein droit et sans paiement complémentaire pendant deux ans à compter de la délivrance i) de la garantie légale de conformité, pour les produits apparemment défectueux, abîmés ou endommagés ou ne correspondant pas à la commande et ii) de la garantie légale contre les vices cachés provenant d'un défaut de matière, de conception ou de fabrication affectant les produits livrés et les rendant impropres à utilisation. Il est précisé que les dimensions, aspects, couleurs et poids de certains produits soumis à des variations inhérentes à leur nature ou à leur fabrication bénéficient des tolérances d'usage. Le Prestataire garantit – à sa discrétion - soit le remplacement soit la réparation soit le remboursement des produits et/ou des prestations non conformes à l'exclusion de tous dommages et intérêts.

La garantie est exclue, notamment lorsque les produits ont subi une transformation, incorporation dans quel que construction ou dispositif que ce soit, une usure liée à une adaptation ou un montage spécial, anormal ou non, réalisé sans respecter l'accord préalable du Prestataire, lorsque les conditions d'installation, d'utilisation, d'entretien ou de performances des produits ne respectent pas les préconisations du Prestataire; ou lorsqu'ils ont reçu un traitement de surface, une altération de quelle que nature que ce soit avant leur emploi. Toute mise en jeu d'une garantie ne dispense pas le Client de régler les factures à leur échéance. 8.3 – Garantie décennale : Lorsque la commande est assimilable à la construction d'un ouvrage au sens de l'article 1792 du Code civil, le Prestataire est responsable des dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage pendant 10 ans à compter de la réception des travaux.

8.4 – Garanties professionnelles : Ces garanties peuvent être accordées sur certains types de produits et selon les conditions définies au document de garantie édité par certains fournisseurs. La version applicable de cette garantie est celle en vigueur au moment de la date de livraison du produit.

### ARTICLE 9 – FORCE MAJEURE

Le Prestataire ne sera pas responsable de toute inexécution contractuelle due à cas de force majeure (cataclysme naturel, guerre, émeute, attentat, froid ou chaleur extrême, inondation, incendie, grève, épidémie, pandémie, injonction impérative des pouvoirs publics, etc.). La survenance d'un cas de force majeure entraîne la suspension immédiate de l'exécution du contrat. Si l'un des cas non limitativement énoncés ci-dessus entraîne un chômage même partiel, le Prestataire se réserve le droit d'annuler, sans indemnité, toutes ou partie des livraisons restant à effectuer.

### ARTICLE 10 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Prestataire est titulaire de droits de propriété intellectuelle notamment sur diverses marques, sur les produits, les prestations, les documentations commerciales et techniques des produits. Toute utilisation par le Client des marques du Prestataire nécessite son accord préalable et écrit et ne doit pas porter atteinte à l'image du Prestataire.

### ARTICLE 11 – TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Le Client est informé que des données personnelles pourront être collectées par le Prestataire dans le cadre de la relation commerciale. Ces données sont conservées pendant la durée nécessaire pour satisfaire aux obligations légales. Les personnes physiques dont les données ont été recueillies disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, et d'opposition.

### ARTICLE 12 – DROIT APPLICABLE – MEDIATION - JURIDICTION COMPETENTE

Les CGV sont soumises au droit français. Conformément à l'article L. 152-1 du code de la consommation, le Client consommateur est informé du droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable de tout litige, dans un délai d'1 an à compter de sa réclamation écrite. A défaut de résolution amiable, tout litige est de la compétence exclusive des Tribunaux de Laval (53).

